

YVES LEQUIN

*Mémoire ouvrière, mémoire politique :
à propos de quelques enquêtes récentes*

Il ne s'agit pas là de présenter une enquête sur la tradition politique en tant que telle, mais d'évoquer le thème tel qu'il peut apparaître, d'une manière fortement médiatisée, à travers une série de recherches menées par des historiens de l'Université Lyon 2 sur la mémoire ouvrière. Et dont les intentions étaient tout autres, dans cette ambiance des années 1980 où, après d'autres disciplines voisines, l'histoire française découvrait, enfin, les séductions et les pièges de l'interview et de l'oralité : partis de quelques terrains de l'ATP du CNRS sur le changement social et culturel, les gens dont on parle ici espéraient d'une part mettre à jour des données factuelles absentes de leurs habituelles sources écrites, d'autre part cerner comment certains groupes, menacés par la grande mutation de l'économie industrielle provoquée par la crise, se construisaient une identité collective de résistance par un discours sur leur passé. Spécialistes de l'histoire des sociabilités familiales ou du vécu au travail, ils n'ont donc pas recherché les traces d'une tradition politique, saisie plutôt, quand ils le voulaient, à travers les méthodes plus classiques de la sociologie électorale.

L'enquête a porté sur trois terrains — et sur un quatrième, par collègues italiens interposés. Une petite ville (autour de 25 000 habitants) proche de Lyon, Givors, prototype de l'industrialisation classique du XIX^e siècle, et où hauts fourneaux, verreries et usines métallurgiques ont fondé un développement inscrit, en gros, entre 1850 et 1950. Une banlieue de Lyon, Vénissieux, qui n'a décollé qu'au début du XX^e siècle, autour de la chimie, lourde ou appliquée, et surtout de l'usine de camions Berliet qui y a été construite au lendemain de la première guerre mondiale : en gros, une

ville de la seconde industrialisation. Enfin, Montceau-les-Mines, le doublon charbonnier du Creusot, en Saône-et-Loire, archétype de la ville minière, avec toute l'originalité qu'on en attend, au cœur d'un environnement rural. Et puis, hors des murs, un quartier de la périphérie turinoise, le Borgo San Paolo, premier siège des fabrications de la Fiat, avant que celle-ci n'ait transféré l'essentiel dans son usine de Lingotto, mais aussi lieu d'implantation de plusieurs dizaines d'établissements de la *métal-meccanica* ; et qui a servi de modèle, puisque anthropologues et historiens italiens y travaillaient depuis une dizaine d'années quand leurs collègues lyonnais ont commencé leurs enquêtes.

Les trois terrains français ont connu une évolution politique sans surprise pour donner apparemment raison à un discours illustre qui évoquait l'inévitable coïncidence entre réalité sociologique et comportement politique. Même si l'événement et ses hasards y ont leur part, au moins dans une de ces trois villes. Après avoir été dirigée par les hommes de la Compagnie de Blanzay, Montceau-les-Mines a basculé, au lendemain d'une longue grève, dans les années 1900, vers un socialisme consensuel et un peu mou, que les progrès du communisme n'ont jamais réussi à déloger et sans interruption — hormis un bref accroc dans les années 1930 ; jusqu'en 1958, où s'est installée une municipalité UNR qui a intégré ce qui restait du MRP. A Givors, c'est une alternance, pendant la première moitié du *xx^e* siècle, de maires d'origine (ou de protection) patronale et de républicains « de gauche », soutenus par une forme de « concentration républicaine » fortement marquée d'ouvriérisme et de radicalisme à la fois. Jusqu'en 1953, où un conseiller municipal SFIO change d'avis lors de l'élection du maire, vote en faveur du candidat communiste, qui est toujours là ; avec un soutien désormais majoritaire, fortement, tant à l'occasion des scrutins nationaux que des consultations locales. Quant au Borgo San Paolo, il est depuis ses origines une place forte du mouvement ouvrier, socialiste au début des années 1920 et, après la parenthèse — le mot, pour contestable qu'il soit à cause d'une durée d'un quart de siècle, est important — du fascisme, communiste depuis 1945. Dans tous les cas, donc, la durée est là, qui devrait constituer l'élément premier d'une tradition.

Aucune des enquêtes n'a donc strictement recherché celle-ci. On pouvait cependant s'attendre à en trouver la trace, fortement marquée, à travers le discours lui-même, dans des communautés où, de surcroît, le poids des appareils partisans a été, ou demeure, particulièrement lourd. D'autant plus qu'on n'a cherché à aucun

moment à les contourner en refusant l'illusion qu'il aurait pu y avoir à prétendre retrouver, hors d'eux ou contre eux, une quelconque « pensée sauvage » ou primitive. Or, les interviews en ont été rarement le reflet, hors d'une langue de bois et d'une grille de références qui, par ailleurs, ne cherchent pas à se farder. Simplement, presque tous ont dit comme une évidence première la coïncidence de leur condition ouvrière et d'un choix politique d'ailleurs non exempt de nuances, voire de dissidences. De même, aucune enquête n'a été faite sur ce qui échappe à la parole mais n'en constitue pas moins un des fondements d'une tradition, les pratiques et les rituels notamment. Qui, à vrai dire, ne nous sont guère apparus d'eux-mêmes comme résultats d'une certaine durée : est-ce un hasard si les historiens de la tradition politique ont travaillé surtout sur des terrains méridionaux et méditerranéens, peu bouleversés par les grandes mutations économiques et sociales du contemporain, ou bien avec retard ? Mieux — ou pire : la période a correspondu à un effacement des rituels et des formes spécifiques de l'expression ouvrière, contemporaine du recentrage médiatique du PC autour du thème : « Dites-nous, Monsieur Marchais ! » ; alors même que s'achevait, sur un échec, le combat syndical et politique contre les premières formes de la désindustrialisation. En somme, en même temps que fermaient les usines, se délitait une certaine pratique des luttes ; sans que le rituel ne survive à la réalité d'un combat revendicatif qui n'avait plus de raison d'être.

Du côté de la mémoire du politique, on est frappé de la médiocrité du recul chronologique : alors qu'on évoque, dans le champ du social, les années 1930 et surtout 1936, c'est la Résistance qui fait figure d'événement fondateur, dans la cinquantaine d'entretiens qui ont été menés. Un effet de l'agonie collective d'une mémoire ? A Givors, c'est, encore aujourd'hui, la commémoration des temps forts de 1940-1944 qui rassemble la communauté, et le maire, Camille Vallin, est un des premiers résistants de la ville, comme les dirigeants de l'équipe qui l'entoure, d'ailleurs. Mais, en ce domaine aussi, le discours est déviant de la parole officielle, beaucoup plus nuancé, notamment sur l'étendue de la résistance au nazisme ; surtout, il tire son authenticité d'un certain registre de l'émotion, qui peut se traduire, dans les bandes elles-mêmes, par des silences, à l'évocation de tel épisode, de tel camarade disparu. Moins que du souvenir des luttes revendicatives, la nostalgie des militants se nourrit de la lutte contre Vichy et les Allemands, et c'est de la disparition de ses combattants que s'afflige une mémoire collective qui dit très fortement l'effacement progressif d'une communauté.

A Montceau-les-Mines, il n'en va guère autrement, alors même que la reconversion des mineurs s'est faite en souplesse et, surtout, de part et d'autre de la rupture politique de 1958 : le maire — jusqu'en 1986 — est un résistant d'exception, compagnon de la Libération, André Jarrot, un instant ministre de la qualité de la vie sous le septennat de Valéry Giscard d'Estaing. Mais le socialiste qu'il a remplacé était une figure fort semblable, le Dr Mazuez — « le Mazuez », dans le discours local —, dont le mandat, inauguré par le Front Populaire, avait fondé une seconde fois sa légitimité par la participation au combat clandestin. Quant à Marcel Houel, maire de Vénissieux jusqu'à sa mort récente, il était l'un des héros du dynamitage du port fluvial de Lyon en 1943.

C'est avec eux que commençait donc, il y a quelques années encore, la mémoire politique des trois communautés. Renvoyant, au-delà des Alpes, à celle du Borgo San Paolo, au rôle du quartier tout entier : le fascisme n'y aurait été qu'un épiphénomène superficiel, la résistance ouvrière demeurant intacte et totale de 1923 à 1943. Peu importe que dans chacun des quatre espaces, la réalité de la Résistance ait été quelque peu différente du légendaire : elle prend figure de mythe fondateur d'un long après-guerre, dont la chronologie ne diffère à Turin que parce que l'oppression y a été précoce. Et Montceau-les-Mines ne fait même pas exception, malgré sa mutation politique, dans l'idée que la fin des années 1970, c'est, je cite, la lutte des mêmes contre les mêmes, avec toutes les équivoques et les distorsions que l'on devine. Dans une mémoire si courte, où est la tradition politique ? A coup sûr, en tout cas, du côté de la nation et de la cité, pas du côté du combat de classe ; même si le discours les confond implicitement, c'est à la première qu'il donne la priorité.

Or, les cinq années qui viennent de s'écouler contrastent fortement, par les mutations qu'elles entraînent, avec la relative stabilité des structures économiques et sociales et des comportements électoraux pour les premières, depuis au moins un demi-siècle, pour les secondes depuis trois décennies. Si les maires communistes n'ont pas été vraiment menacés aux dernières municipales à Givors et à Vénissieux, l'une et l'autre ont vu leur canton virer à droite lors des dernières consultations ; l'alternance de 1981 n'a pas eu d'effet dirimant à Montceau-les-Mines, et le pourcentage des voix du PCI a fortement reculé au Borgo San Paolo dans les cinq années qui viennent de s'écouler. Puis, au-delà, c'est la base ouvrière même des trois communes qui est en train de s'effriter : Vénissieux s'affaiblit de la crise de Berliet-RVI et des licenciements massifs qui y

ont été opérés ; il y a six fois moins de mineurs à Montceau qu'il y a quinze ans, et une rénovation urbanistique drastique veut consciemment effacer du paysage jusqu'aux traces de la mine ; toutes les usines ont fermé à Givors, où le premier secteur d'emploi est désormais l'hôpital, suivi par le dépôt d'une grande chaîne de magasins à succursales.

Laissons de côté Montceau-les-Mines, où la mort de la mine est consciemment organisée par une municipalité qui n'en retient guère que les images obsolètes et repoussantes du danger, de la dureté du travail, d'une certaine misère morale. A l'inverse, la pratique givordine est tout à fait fascinante : au moment même où la ville cesse d'être ouvrière, la municipalité tente de fonder son identité sur une spécificité qui n'a rien de politique ; c'est, sous nos yeux, la création d'une tradition, au sens où l'emploie Eric Hobsbawn, le renvoi à un monde ouvrier quelque peu mythique, qui s'appuie moins sur le souvenir des luttes collectives, sociales et politiques, que sur une manière d'être, de vivre et de sentir ; bref, une soi-disant culture populaire, où ne manquent ni l'image de l'ouvrier bon vivant, ni son sens de la fête, etc. La recherche d'identité va de la création d'un service municipal d'archives tout à fait exceptionnel à l'organisation annuelle d'une « foire à la paperasse » et de l'exaltation des concours de joutes sur le Rhône. On ne peut s'empêcher de penser à cette « invention du folklore » que Claude Karnouh a repérée et analysée dans certaines démocraties populaires. Et Vénissieux d'emboîter le pas, même si l'on a du mal à y jouer sur le temps long. C'est vers l'entre-deux-guerres — et la guerre — que l'on y cherche naturellement la tradition populaire, et la mairie s'est dotée, depuis quelques années, d'une manière d'historiographe officiel dûment rémunéré.

Dans cette recherche d'un passé — et comment ne pas rappeler que dès l'époque de la Première Internationale, le mouvement ouvrier a voulu se doter de sa propre histoire, que c'est par une révision de la tradition que s'est opérée chaque dissidence ou annoncé chaque revirement de ligne générale dans le mouvement communiste — le politique a finalement peu de part, et ce n'est pas le moins surprenant. Au-delà, c'est poser la question de la fragilité de la tradition politique et culturelle dans les groupes sociaux nés de l'industrialisation, et qui tient à leur propre volatilité, soit qu'ils soient eux-mêmes en perpétuel turnover des individus, soit qu'ils se défassent sous l'effet des mutations de l'économie. La tradition n'a pas le temps de s'y implanter ; à moins qu'il ne s'agisse d'une notion instrumentale qu'on découvre quand le groupe lui-même

et ce qui fut son identité politique sont menacés. Le retour qui paraît s'y opérer aujourd'hui n'est sans doute pas un signe de santé, ni pour la communauté ouvrière, ni pour les formations politiques qui les ont encadrées ; surtout au moment où les derniers acteurs de l'événement fondateur de l'après-guerre sont eux-mêmes en train de s'effacer.

RÉSUMÉ. — Une enquête menée sur la mémoire de quatre communautés ouvrières en France et en Italie révèle que la tradition politique y joue pour le court terme et qu'elle s'appuie moins sur la geste des luttes revendicatives que sur l'exaltation de l'événement fondateur qui a été la Résistance au fascisme et au nazisme. La période contemporaine y est marquée par la recherche d'une identité au passé qui évoque moins le champ du politique qu'une hypothétique communauté ouvrière définie par le genre de vie et un système de valeurs populistes.